

[deutsch unten] [français ci-dessous]

Dear Mr. António Guterres, Dear Mrs. Ursula Schulze Aboubacar, Dear UNHCR-employees,

we are activists and observers from different parts of the world. We were told by friends now in limbo in Choucha (with no hope either of settling there or of leaving) that they were staging a protest in Tunis addressing the UNHCR as well as the embassies of the US and the EU.

The protesters are refugees who have gone through *Refugee Status Determination* (RSD) procedure and ended up not being recognised as refugees. You call them "migrants" who don't match the criteria for the protection mandate of UNHCR. They will thus be asked to leave the country to return to their countries of origin - regardless of whether they will face persecution, civil war or poverty.

Some of us have met people who are denied access to food and medical treatment by UNHCR since October. In addition, they risk deportation as they have no regular stay in Tunisia.

We have listened to their account of the situation. There are massive discrepancies between what they tell us about what is happening in Choucha and what UNHCR would have us believe.

However, not even your own staff denies that interpretation during the RSD hearings was inadequate. And you will certainly agree that it's unacceptable to have refugees with no experience of interpretation, interpret on behalf of other refugees - especially in a situation as significant as RSD hearings which have considerable consequences for individuals. We were shocked to hear from Choucha refugees that the staff was unable to cope with processing their RSD applications. In many cases UNHCR did not abide by its own guidelines on RSD hearings

One example of this was the way in which UNHCR have treated people who have raised an objection to their first hearing owing to lack of an impartial interpreter, resulting in a biased and only partial exchange of information. They were shocked to confront the very same interpreter - who was a member of the enemy faction in conflict - at their second hearing. Such appalling mistakes must not be made by the UNHCR if it aims to retain its good reputation.

What's more, many of our friends in Choucha report unbearable living conditions inside the camp and the fact that they feel abandoned and socially excluded by UNHCR. We would like to remind you of the horrific riots, the looting and the fire in May 2011 during which many people were injured and re-traumatised due to witnessing their friends perish in the flames.

UNHCR withdrew from the camp completely and failed to live up to its claim to protect refugees.

We deplore the fact that, in the months following these events, UNHCR has analysed neither the events nor their causes.

Another situation in which UNHCR and its partner organisation withdrew from the camp because of "security related issues" was the workers' strike in Choucha in early 2012. Obviously, UNHCR staff were worried about their own security yet they simply left the refugees in a dangerous situation with no official contact person.

We learned that the UNHCR's 2012 budget for the camp in Choucha has been cut. Since there are fewer people in Choucha, there are fewer tasks to be performed - which is why we do not understand at all how you could introduce the "refugee-ID" and thus mark people as failed asylum seekers who are excluded from access to food and medical care. Even infants are not receiving milk. According to your definition, of course, you are not responsible for these migrants: however, it might have come to your attention that these people do not have the option either of going back to Libya or returning their countries of origin.

Staying in Tunisia but outside the camp has already resulted in the arrest of some. Thus remaining but rejected asylum seekers are *de facto* trapped inside the camp. To deny them humanitarian aid in these circumstances is totally unacceptable.

The Choucha camp will continue to exist until June 2013. This gives you an opportunity to amend existing shortcomings and, above all, to respond to the protesters' more than justified claims for a reopening of their asylum applications under more appropriate conditions.

For these reasons we support the demands of our striking friends in Choucha:

- To reopen the asylum cases of all rejected asylum seekers!
- The recognition of everybody's right to stay at the camp, including:
 - Access to food and medical care for everybody!
 - Access to the resettlement procedure for everybody!

After the negligence of UNHCR in Choucha you ought finally to assume responsibility and listen to the protesting refugees. In the name of the organisations and individuals below, we demand that you respond to their claims.

[français]

Cher Monsieur António Guterres, Chère Madame Ursula Schulze Aboubacar, Cher-e-s collaborateur-e-s d'HCR,

Nous sommes des militantes et militants et des observateurs de différents lieux dans le monde. Des ami-e-s qui n'ont aucune perspective de vie à Choucha nous ont informés qu'ils manifestaient à Tunis, en appelant à l'HCR ainsi qu'aux ambassades de Etats Unis et de l'UE.

Les manifestant-e-s sont des réfugié-e-s qui ont déposé une procédure de demande du statut de réfugié, et n'ont pas été reconnu-e-s comme tels. Selon vous, ils sont des migrant-e-s qui ne répondent pas aux critères qui leur permettraient de relever la compétence du HCR. En conséquence, il leur sera demandé de quitter la région et de regagner leur pays d'origine – sans que soient prises en compte les persécutions, la guerre civile ou la pauvreté auxquelles ils peuvent être confrontés. Certain-e-s d'entre nous ont rencontré des personnes à qui l'agence des nations unies pour les réfugié-e-s refusent depuis octobre nourriture et soins médicaux. Elles risquent à présent d'être déportées car elles sont en situation irrégulière en Tunisie.

Nous avons écouté le récit qu'elles font de leur situation, et d'importants écarts apparaissent, de toute évidence, entre ce qu'elles nous relatent sur les événements à Choucha et ce que veut nous faire croire le HCR, fortement dépendant de sa bonne réputation et de son budget afférent.

Cependant, même votre propre personnel s'accorde à dire que les moyens en termes d'interprètes lors des auditions RSD étaient inadaptés. Et vous serez probablement d'accord sur le fait qu'il est inacceptable d'utiliser des réfugié-e-s complètement inexpérimentés en interprétariat comme interprètes auprès d'autres réfugié-e-s - particulièrement dans cette situation où les auditions RSD sont lourdes de conséquences pour chacun d'entre eux.

Nous avons été choqué-e-s d'entendre des réfugié-e-s de Choucha nous expliquer comment le personnel était incapable de traiter leur demande du statut de réfugié. Dans de nombreux cas, le HCR n'a pas respecté ses propres directives pour les audiences de détermination de statut.

Un exemple de l'insuffisance de l'application des procédures du HCR est la manière dont sont traitées les personnes qui contestent leur première audience à cause de l'absence d'un interprète impartial, conduisant à un échange d'informations biaisé et partiel. Il est choquant qu'elles aient été confrontées au même interprète, membre de la faction ennemie dans le conflit, lors de la seconde audience. Le HCR ne devrait pas commettre des erreurs aussi graves s'il veut conserver sa bonne réputation! Qui plus est, de nombreux ami-e-s à Choucha se plaignent des conditions de vie insupportables dans le camp, et du fait qu'ils/elles se sentent abandonné-e-s et socialement exclu-e-s par le HCR. Nous aimerions vous rappeler les terribles émeutes, le pillage et l'incendie de mai 2011,

durant lesquels de nombreuses personnes ont été blessées et doublement traumatisées par la vision de leurs ami-e-s qui périssaient dans les flammes. Le HCR s'est complètement retiré du camp et n'a pas rempli sa mission, qui est d'offrir protection aux réfugié-e-s. Nous soulignons et désapprouvons le fait que durant les mois qui ont suivi, le HCR n'a analysé ni ces événements, ni leurs causes. Une autre occasion pour le HCR et son organisation partenaire de se retirer du camp pour des «raisons de sécurité» s'est présentée lors de la grève des travailleurs à Choucha début 2012.

De toute évidence, le personnel du HCR s'est préoccupé de sa propre sécurité et a tout simplement laissé les réfugié-e-s sans référent officiel, dans cette situation dangereuse.

Nous avons appris que le budget 2012 de l'HCR pour le camp de Choucha a été réduit. Puisqu'il y a moins de personnes à Choucha, il y a moins de tâches à accomplir: aussi ne comprenons-nous pas du tout comment vous avez pu introduire «l'identifiant réfugié» et ainsi exclure des personnes de l'aide alimentaire et médicale, en les signalant comme «demandeurs d'asile rejetés». On ne donne même pas de lait aux nourrissons. Bien sûr, selon votre définition, vous ne vous sentez pas responsables de ce-tte-s migrant-e-s – cependant, vous avez pu vous rendre compte que ces personnes n'ont pas le choix de retourner en Lybie ou dans leur pays d'origine.

Séjourner en Tunisie en dehors du camp s'est déjà traduit par des arrestations, ce qui signifie que les autres demandeurs d'asile déboutés sont *de facto* contraints à rester dans le camp. Leur refuser une aide humanitaire n'est pas acceptable!

Le camp de Choucha continuera d'exister jusqu'en juin 2013. Ce qui signifie que vous avez la possibilité de remédier aux lacunes existantes. Et surtout, de répondre aux demandes largement justifiées des manifestant-e-s pour que leurs requêtes d'asile soient réexaminées dans des conditions plus satisfaisantes.

Pour ces raisons, nous soutenons les exigences de nos ami-e-s en grève à Choucha:

- La réouverture des dossiers de demande d'asile pour tou-te-s les déboutés!
- La reconnaissance du droit de chacun à rester dans le camp, ainsi que
 - L'accès à la nourriture et aux soins médicaux pour tou-te-s!
 - L'accès à la procédure de réinstallation pour tou-te-s!

Après toutes les négligences du HCR à Choucha, vous devriez finalement reconnaître vos responsabilités et écouter les réfugié-e-s manifestants. Au nom des organisations et personnes signataires, nous exigeons de votre part une réponse à leurs demandes.

[deutsch]

Sehr geehrter Herr António Guterres, Sehr geehrte Frau Ursula Schulze Aboubacar, Sehr geehrte Mitarbeitende des UNHCR,

wir sind Aktive und Interessierte aus unterschiedlichen Teilen der Welt. Wir haben von Freundinnen und Freunden, die ohne Perspektive in Choucha leben, erfahren, dass sie einen Protest in Tunis durchführen, welcher sich an den UNHCR als auch die US-Amerikanische und EU-Botschaft wendet.

Die Protestierenden sind Flüchtlinge, die das *Refugee Status Determination*-Verfahren durchliefen ohne als Flüchtlinge anerkannt zu werden. Sie werden diese Menschen "Migrantinnen und Migranten" nennen, die nicht "unter das Mandat des UNHCR fallen", und die mit IOM in ihre Herkunftsländer ausreisen sollten - egal, ob sie dort von Verfolgung, (Bürger-)Krieg oder Armut bedroht sind.

Einige von uns haben viele dieser Menschen, denen vom UNHCR seit Oktober diesen Jahres sogar der Zugang zu Lebensmitteln und medizinischer Versorgung verwehrt wird, persönlich kennengelernt. Sie sind jetzt aufgrund ihres irregulären Status in Tunesien akut von Abschiebung bedroht.

Wir haben ihre Geschichten gehört und selbstverständlich erzählen sie eine andere Version dessen, was in Choucha passiert und passiert ist, als es der UNHCR, angewiesen auf sein gutes Image und ein dementsprechendes Budget, vermag.

Dabei streiten ihre Mitarbeitenden nicht einmal ab, dass beispielsweise die Übersetzung in den *RSD*-Anhörungen miserabel war. Und auch Sie werden sicherlich zustimmen, dass es nicht optimal ist, wenn Flüchtlinge ohne Dolmetscherfahrung für andere Flüchtlinge übersetzen. Vor allem in einer für individuelle Schicksale so wichtigen Situation wie der *RSD*-Anhörung. Es hat uns schockiert von Flüchtlingen in Choucha zu erfahren, wie überfordert Mitarbeitende des UNHCR mit der Bearbeitung von *RSD*-Verfahren wirkten. Leider war es dem UNHCR in viel zu vielen Fällen nicht möglich die Voraussetzungen aus den UNHCR-eigenen Richtlinien für *RSD*-Anhörungen zu erfüllen.

Ein Beispiel für das mangelhafte Vorgehen des UNHCR ist der Umgang mit Menschen, die in ihrem Einspruch gegen die erste Ablehnung angaben, dass eine partiische Übersetzung der Grund für einen schlechten Informationsaustausch in der Anhörung war. Erschreckenderweise fanden sie sich in der zweiten Anhörung mit dem gleichen partiischen Dolmetscher - einer Angehörigen einer verfeindeten Konfliktpartei - in dem Anhörungsbüro wieder. Solche makaberen Fehler dürfen dem UNHCR nicht passieren, wenn ihm etwas an seiner guten Reputation liegt!

Darüber hinaus klagen viele unserer Freundinnen und Freunde in Choucha über die unerträglichen Lebensbedingungen im Camp und darüber, dass sie sich vom UNHCR alleingelassen, angefeindet und ausgegrenzt fühlen. Wir möchten hier auch an die schrecklichen Ausschreitungen, die Plünderungen und das Brand im Mai 2011, bei dem Menschen starben, verletzt und teilweise re-traumatisiert wurden, erinnern. Der UNHCR hat sich in dieser Phase komplett aus dem Camp zurückgezogen, und hat, bezogen auf den eigenen Anspruch Flüchtlingen Sicherheit zu bieten, auf ganzer Linie versagt. Wir kritisieren insbesondere, dass es auch in den Folgemonaten keinerlei Aufarbeitung der Ereignisse von Seiten des UNHCR gab.

Eine weitere Situation, in der sich der UNHCR sowie dessen Partnerorganisationen aus "Sicherheitsgründen" aus dem Camp zurückzogen, war die Streikphase der Arbeitnehmenden in Choucha Anfang des Jahres 2012. Hierbei waren die UNHCR-Mitarbeitenden selbstverständlich um ihre eigene Sicherheit besorgt - ließen die Flüchtlinge im Camp jedoch im gleichen Moment ohne offizielle Ansprechpersonen in der offensichtlich gefährlichen Situation zurück.

Wir haben erfahren, dass das Budget des UNHCR für das Choucha-Camp 2012 stark gesunken ist. Da sich mittlerweile allerdings viel weniger Menschen in Choucha befinden und auch weniger Aufgaben zu erfüllen sind - ist es uns absolut unverständlich, wie Sie diejenigen, die Sie als abgelehnte Asylsuchende markierten mit der Einführung der so genannten "Refugee-ID", von jeglichem Zugang zu Lebensmitteln und medizinischer Versorgung ausschließen konnten. Selbst Kleinkindern wird Milch verweigert. Natürlich, laut Ihrer Definition fallen diese "Migrantinnen und Migranten" nicht unter Ihren Zuständigkeitsbereich - wie Sie aber vermutlich selber schon erfahren durften, ist es diesen Menschen nicht möglich zurück nach Libyen oder ihre Herkunftsländer zu reisen. Da der Aufenthalt in Tunesien außerhalb des Camps bereits zu Festnahmen führte, sind die verbleibenden abgelehnten Asylsuchenden faktisch im Camp gefangen - ihnen das mindeste an humanitärer Versorgung zu verwehren, ist nicht hinnehmbar!

Das Choucha-Camp wird noch bis Juni 2013 existieren. Sie haben also noch die Möglichkeit bisherige Fehler auszubessern, und vor allem auf die mehr als berechtigte Forderung der Protestierenden nach Neuaufnahme der Asylverfahren unter akzeptablen Bedingungen einzugehen.

Aus den hier aufgeführten Gründen schließen wir uns den Forderungen unserer streikenden Freundinnen und Freunde aus Choucha an:

- Wiederaufnahme der Verfahren aller abgelehnten Asylsuchenden!
- Die Anerkennung der Rechte aller im Camp Verweilenden, das heißt:
 - Zugang zu Lebensmitteln und medizinischer Versorgung für alle!
 - Und Zugang zum Resettlement-Verfahren für alle!

Nach all den Versäumnissen des UNHCR in Choucha, sollten Sie sich endlich in der Verantwortungsehen auf die protestierenden Flüchtlinge einzugehen. Im Namen der unterzeichnenden Organisationen und Einzelpersonen bitten wir Sie nachdrücklich, auf diese Forderungen einzugehen.

Signatories / Signataires / Unterzeichnende:

- Achim Rollhäuser, Lawyer, Athens, Greece
- Afrique-Europe-Interact, International
- All Included Amsterdam, Netherlands
- Andrea Ciannavei, New York, USA
- boats4people, International
- borderline-europe - Menschenrechte ohne Grenzen e.V, Germany
- Café Exil, Hamburg, Germany
- Caroline von Taysen, Berlin, Germany
- Charlotte Bomy, France
- Christine Poppitz, Rux/Zettlitz, Germany
- Conseil des Migrants au Maroc, Morocco
- David Gerald Caudwell Landau, London, United Kingdom
- Eva Weber and Helmut Dietrich; Research Center on Flight and Refugees /
Forschungsgesellschaft Flucht und Migration e.V., Germany
- Flüchtlingsrat Hamburg, Germany
- Flüchtlingsrat Niedersachsen, Germany
- Flüchtlingsrat Wiesbaden, Germany
- Free movement – network, Finland
- grenzenlos | leipzig, Germany
- Hermann-Josef Hardt, Flüchtlingsrat Hamburg, Germany
- initiative "ausbrechen", Büren, Germany
- Ivan Jurica, Austria and Slovakia
- Karina Brinkhoff, Germany
- kein mensch ist illegal hanau, Germany

- Kornelia Metzging, AK Ausländer und Asyl Freiberg e.V., Germany
- Manuel Junghans, Freiberg, Germany
- Marc Eichberger, Berlin, Germany
- Nadine Henkel, Frankfurt am Main, Germany
- noborder ffm, Germany
- Occupational Art School, Occupational Arts and Novads, Brooklyn, USA
- PrekaerCafe, Austria
- Ralph-Eric Berg, Doctor, Berlin, Germany
- René Rumpf, Germany
- Sandro Mezzadra, Professor, University of Bologna, Italy
- Solongo Baldandorshijo, Germany
- Stiftung :do, Germany
- Theda Ohling, Germany
- Ulrike Beudgen
- welcome2europe, International
- Yael Dilger (M.A.), Hamburg, Germany